ÉDUIQUER POUR VIVRE ENSEMBLE

Extraits du Livre Bleu de la FEN

ÉMANCIPER ET INTÉGRER

(...)

"Eduquer pour Vivre Ensemble" l'intitulé de la campagne de la FEN témoigne de l'ambition qu'elle a de répondre à cette attente exigeante. Identifier les causes des exclusions aujourd'hui, étudier la façon de les prévenir ou d'y remédier, situer le rôle du système éducatif en précisant ses responsabilités et leurs limites, encourager aux interactions nécessaires avec d'autres acteurs éducatifs, tels sont nos objectifs.

De novembre 94 à mars 95, trente initiatives publiques: colloques, tables rondes, expositions-débats ...dans toutes les régions, organisées par les sections de la FEN ou par ses syndicats nationaux, ou conjointement, largement ouvertes à des contributions extérieures de mouvements associatifs, d'intellectuels, de chercheurs, de responsables sociaux ou politiques ont analysé, sur des aspects particuliers, les rapports de l'éducation et de la société. Elles ont cherché comment l'École pourrait mieux remplir sa fonction sociale. (...)

HANDICAPS ET EXCLUSION

Toute personne atteinte d'un handicap est naturellement exclue de ce que "les autres" savent ou peuvent faire. Les handicaps sont d'ordre et d'importance divers: il existe des handicaps moteurs, sensoriels, mentaux, des handicaps acquis suite à une maladie ou à un accident ou des handicaps congénitaux; ils sont réversibles et donc temporaires ou au contraire, irréversibles et définitifs.

L'univers du handicap est multiforme, mais ce qui est commun, c'est que les personnes touchées par un handicap sont les plus fragiles et les plus vulnérables de notre société.

Après une période où les "handicapés" étaient isolés, la société a décidé de les intégrer autant que de possible, tant pour leur formation, que par leur insertion professionnelle. C'est ainsi que la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées du 30 juin 1975 a institué l'obligation éducative pour les enfants et les adolescents handicapés et a fixé comme objectif prioritaire les intégrations en milieu scolaire ordinaire.

La loi d'orientation sur l'éducation du 10 juillet 1989 rappelle, dans ce domaine, le rôle de l'institution scolaire.

La loi de Juillet 87 fait obligation aux employeurs de respecter des quotas de personnes atteintes de handicap dans leur personnel.

Aujourd'hui, les problèmes généraux du chômage risquent d'avoir des répercussions sur leur insertion professionnelle.

A l'injustice du handicap, risque de se surajouter l'injustice d'une exclusion aggravée, qui sera d'autant plus insupportable que les textes de loi ont fait naître beaucoup d'espoirs.

LES OBJECTIFS DE LA FEN:

Lutter contre la marginalisation à défaut de pouvoir supprimer le handicap, est un devoir moral majeur. Il faut préférer l'insertion professionnelle à l'assistantat.

Promouvoir le rôle de la société dans l'accueil de ces personnes "différentes" et lutter contre l'ignorance et la peur, trop souvent encore sources de rejet.

Mobiliser les moyens financiers et les techniques pour faciliter les conditions de l'intégration culturelle, sportive, professionnelle et sociale.

LE RÔLE DE LA PUISSANCE PUBLIQUE:

On peut attendre, à minima, que la puissance publique fasse respecter les lois qui ont permis une meilleure accessibilité des lieux publics, l'insertion scolaire et un début d'insertion professionnelle. Le souci de protéger cette population particulièrement fragile devrait amener la puissance publique à renforcer certaines dispositions dont les principes ne sauraient être remis en cause pour fait de crise économique.

LE CHAMP DES RESPONSABILITÉS DU SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION:

Le service public d'éducation a pour mission d'accueillir tous les enfants qui lui sont confiés et de les amener "au plus loin de leurs possibilités".

Ceci vaut évidemment pour les enfants et les adolescents touchés par un handicap. Il existe actuellement environ 280.000 élèves dans l'enseignement spécial du premier et second degré, ainsi que dans les établissements relevant du Ministère des Affaires Sociales et de la Santé.

LE RÔLE DES AUTRES ACTEURS:

LES RELATIONS ET PARTENARIATS ACTUELS ET SOUHAITABLES:

- Le rôle des Associations qui attirent l'attention, définissent des stratégies grâce auxquelles l'intégration progresse, veillent à l'application des textes et combattent pour une société plus juste, est essentiel.

Ainsi, la Jeunesse au Plein Air UPA), le Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active (CEMEA), les Pupilles de l'École Publique... ont un rôle irremplaçable.

- Les milieux médicaux sont évidemment au cœur du processus et plus le handicap est lourd, plus les partenariats Ecole-Santé sont nécessaires.

Ils sont également nécessaires dans le cas où des handicaps très temporaires éloignent les enfants ou les adolescents des lieux de leur scolarité et où la collaboration Éducation-Santé peut éviter retards et exclusions.

Les centres de recherches et les industriels : sensibilisés aux besoins par les membres des équipes éducatives, ils cherchent et créent des appareillages, des pro- thèses, des innovations de tous ordres, qui permettent à un nombre de plus en plus grand de personnes atteintes de handicap, de vivre une vie de plus en plus proche de la « norme » .

PROPOSITIONS À LA PUISSANCE PUBLIQUE:

- Développer l'intégration des élèves handicapés dans les classes ordinaires en adaptant les locaux, les équipements et les effectifs; favoriser le travail en équipe, en association avec des personnels spécialisés.

- Respecter les textes de loi qui imposent un quota de personnes handicapées parmi le personnel du service public et des entre- prises privées.

- Imposer des limites au principe qui consiste à "payer plutôt qu'employer", afin de favoriser l'embauche des personnes handicapées.

- Renforcer le financement **AGEFIPH** (Association de Gestion de Fonds pour l'Insertion Professionnelle des Handicapés) permettant les aménagements des postes de travail et leur accessibilité.
- Étendre les expériences actuelles permettant à tous les jeunes atteints d'un handicap de se présenter à tous les examens et concours.
Des conditions particulières de passage des épreuves (aménagement de salle, temps supplémentaire, formation des examinateurs) doivent être généralisées.
- Renforcer le partenariat École-Santé pour permettre aux élèves et aux étudiants malades ou blessés de ne pas être exclus de leurs études.
 - Faire que, mieux informée, la société soit plus généreuse et plus accueillante aux personnes atteintes de handicap.

CALENDRIER ET THÈMES DES COLLOQUES

Du mois de novembre 1994 au mois de mars 1995, 30 colloques et débats se sont tenus dans toute la France.

Ils ont réuni plus de 3.000 personnes qui se sont intéressées aux mécanismes de l'exclusion et qui ont formulé les propositions de ce "Livre Bleu".

(...)

LIEVIN – 18 Janvier 1995 -

Thème :

« EDUCATION ET REUSSITE SOCIALE »

Initiateur :

SNPCE (Syndicat National des Personnels des Communautés Educatives)

Avec la participation de :

- Martine PRUVOT Educatrice en club de prévention (Liévin)
- Isabelle MONFORTE, Chercheur à l'École des hautes études en sciences sociales (Paris)
- Patrick GOZET, Chef du service aide et accompagnement personnalisé à la Vie Active (Association tutélaire).

IDEE-FORCE :

Les réponses technocratiques à l'exclusion (travail social) sont confuses et mal contrôlées. Les réponses caritatives affaiblissent la solidarité. L'engagement de l'Etat est indispensable car ce sont les collectivités les plus défavorisées qui ont le plus de besoins.